

|   |          |
|---|----------|
| <b>Tendances sur les routes</b> .....                   | <b>1</b> |
| <b>Gestion des frontières</b> .....                     | <b>1</b> |
| Surveillance.....                                       | 1        |
| Disparitions - Sauvetage .....                          | 2        |
| <b>Dans les pays « de destination »</b> .....           | <b>2</b> |
| Gestion de la migration sur le plan politique.....      | 2        |
| Accueil – système de protection .....                   | 2        |
| <b>Contexte socio-politique – faits marquants</b> ..... | <b>4</b> |
| Situation politique.....                                | 4        |
| Sécurité.....   | 4        |
| Covid-19.....   | 4        |

## Tendances sur les routes

- **Maroc** : depuis le mois d'août, plusieurs groupes de [ressortissants soudanais](#) ont été identifiés à la frontière entre l'Algérie et le Maroc, nombre d'entre eux ayant fui la Libye.
- **Tunisie** : dans un contexte de politique interne très instable, le [Président K. Saïed a évoqué publiquement des « agents opposés à la démocratie qui payaient des jeunes du pays pour se lancer dans des migrations dangereuses »](#), sans pour autant désigner clairement les responsables.
- **Libye** : l'OIM constate une forte [hausse des départs depuis la Libye](#) en 2021 (20.257 personnes interceptées entre janvier et juillet, contre 12.000 sur toute l'année 2020). Une personne sur deux finirait par être ramenée en Libye, où les trafiquants sont de plus en plus visibles et utilisent des embarcations de plus en plus grosses. Cet été, le nombre de morts bat des records selon les ONG qui patrouillent en mer dans la zone.
- **Arrivées à Lampedusa** : Dans la nuit du 23 août jusqu'à la soirée suivante, une [trentaine d'embarcations venues de Libye \(Zouara\) et de Tunisie \(Sfax\) ont débarqué sur la petite île de Lampedusa](#). Au total, 780 personnes, dont des femmes et des enfants, ont été récupérées. De nombreux Bangladais faisaient partie des passagers, en provenance de Libye.
- **Espagne** :, les [ressortissants maliens, marocains puis sénégalais](#) occupent respectivement les 2<sup>ème</sup>/3<sup>ème</sup>/4<sup>ème</sup> rang parmi les demandes d'asile enregistrées en Espagne. La représentation de ces 3 nationalités est en nette augmentation par rapport à la même période en 2020, ce qui s'explique probablement par l'intensification de la route des Canaries.

## Gestion des frontières

### Surveillance

- **Mur Grèce/Turquie** : Pour stopper d'éventuelles arrivées d'exilés en provenance d'Afghanistan, la [Grèce a construit un mur de 40 km](#) le long de sa frontière avec la Turquie. La nouvelle barrière vient prolonger une barrière de près de 12 km déjà érigée entre les deux pays en 2016, assortie d'un système de surveillance très avancé.
- **Mur Turquie / Iran** : en prévision des arrivées d'exilés afghans aussi, la Turquie compte accélérer la [construction de son mur le long de la frontière avec l'Iran](#). A terme, le mur, dont les travaux avaient démarré en 2017, devrait couvrir un peu plus de la moitié de la frontière, soit 295 km. Recep Tayyip Erdogan souhaite également renforcer sa coopération avec le Pakistan.



Un [rapport de l'Organisation Global Detention Project \(GDP\)](#) – en anglais- fait état de la situation des personnes étrangères en mobilité détenues au Maroc.

- **Documents biométriques** : [plusieurs pays africains perfectionnent leurs systèmes d'identification](#) de leurs citoyens (passeports, cartes d'identité et visas biométriques notamment) via le soutien financier de l'UE, qui y perçoit un moyen de lutter contre l'émigration irrégulière (et l'usage de documents de voyages falsifiés de plus en plus perfectionnés). Pour les Etats africains concernés, c'est une façon de moderniser leurs systèmes d'identification de leurs citoyens. En 2020, le plus grand nombre de voyageurs munis de faux documents sont arrivés par les aéroports internationaux turcs et marocains. Beaucoup ont été arrêtés en Italie, après avoir transité par Casablanca en provenance de pays subsahariens comme le Ghana, le Mali, le Nigeria et le Sénégal.

## Disparitions - Sauvetage

- **Disparitions dans le monde** : à l'occasion de la journée internationale des personnes disparues, l'initiative « Missing Migrants », menée par l'OIM, décompte plus de [40 000 personnes mortes ou disparues depuis 2014 le long des routes migratoires dans le monde](#). Au cours des seuls mois de 2021, l'organisation a recensé 2 727 décès de migrants, dont près de la moitié (1 311) se sont produits en Méditerranée.
- **Désert** : 6 corps, dont des enfants, ont été retrouvés dans le désert à la [frontière entre la Tunisie et l'Algérie](#). Les victimes, de nationalité nigériane, seraient mortes de soif. Une seule personne a survécu. La route empruntée, passant par le Niger puis vers l'Algérie dans l'idée d'atteindre le nord de la Libye, est connue.
- **Canaries** : Cet été, les naufrages et disparitions sur la route des Canaries se sont succédées sans répit. Fin août, un naufrage a fait [au moins 30 personnes disparues](#), alors qu'une autre embarcation n'a pas été retrouvée. Les bateaux –gonflables- étaient partis de Tan-Tan, au sud du Maroc. Au même moment, une embarcation a fait [naufrage au large de Saint-Louis](#), au nord du Sénégal avec une soixantaine de personnes à bord. Le [19 août, un canot avait été retrouvée avec une seule survivante](#) à bord (52 personnes décédées). Quelques jours avant, ce sont [7 personnes qui ont survécu / 47 personnes décédées](#), après avoir passé 2 semaines en mer et dérivé jusqu'aux côtes mauritaniennes à Nouadhibou (départ depuis Laâyoune). Au début du mois, une demi-heure après son départ de la ville marocaine de Dakhla, un bateau a chaviré. Le naufrage a fait [42 victimes](#). Du 1er janvier au 15 août, 8 222 personnes sont arrivées sur l'archipel, plus de deux fois plus que sur la même période en 2020.
- **Frontière franco-espagnole** : un [homme est décédé en tentant de traverser le fleuve de la Bidassoa](#), frontière naturelle entre les 2 pays. La zone étant de plus en plus surveillée et contrôlée (un accord signé entre Madrid et Paris permet aux autorités françaises d'expulser un migrant arrivé au maximum quatre heures plus tôt dans l'Hexagone), les personnes prennent de plus en plus de risques.

## Dans les pays « de destination »

---

### Gestion de la migration sur le plan politique

#### A échelle de l'UE

- **Collaboration Frontex/Maroc** : la [Directeur de Frontex a récemment félicité le Maroc](#) pour ses efforts dans la gestion de la migration, signalant que « la route migratoire de la Méditerranée occidentale [était] sous contrôle"... sans pour autant s'attarder sur l'entrée de 8.000 personnes à Ceuta lors de la dernière crise entre Rabat et Madrid.

### Accueil – système de protection

#### Asile – séjour

- **France** : [L'assassinat d'un prêtre par un demandeur d'asile débouté](#) rwandais, qui était assigné à résidence auprès d'une communauté religieuse, a créé la polémique et fait le jeu de l'extrême droite française.

- **Athlètes olympiques** : Si l'équipe des réfugiés n'a récolté aucune médaille, certains athlètes ont tout de même signé de belles performances ([palmarès dans cet article](#)). En **Italie**, le président du Comité olympique a relancé le débat sur la loi sur la citoyenneté en exigeant des réformes pour que les [jeunes athlètes nés de parents étrangers puissent représenter l'Italie](#). La ministre de l'intérieur a indiqué qu'elle était ouverte à la discussion sur le "ius soli" (citoyenneté de naissance) pour les athlètes et d'autres personnes, s'attirant ainsi les critiques de Matteo Salvini.
- **Ceuta et Melilla** : de nombreuses personnes nées et ayant grandi à Ceuta et Melilla n'ont pourtant pas la possibilité d'acquérir la nationalité espagnole. De nationalité marocaine, ces personnes dont les familles sont originaires de Tétouan ou Nador, qui bénéficient d'un régime particulier pour pénétrer dans les enclaves espagnoles, rencontrent de grandes difficultés à régulariser leur situation administrative une fois installés côté espagnol ([article détaillé en espagnol ici](#)). Cette situation les prive d'accès à de nombreux services, dont les services sanitaires.
- **Afghanistan** : suite au retrait des troupes américaines et la prise de Kaboul par les Talibans, la question de l'accueil des réfugiés afghans a secoué l'actualité mondiale du mois d'août. Du [côté de l'UE, des postures divergent](#). Les premiers jours, alors que le ministre des affaires étrangères du Luxembourg a exhorté l'UE à accepter des quotas de réfugiés en provenance d'Afghanistan, certains pays, dont [l'Autriche](#) ou la [Slovénie](#), affirmaient que les Afghans ne devraient pas se voir offrir une protection en Europe. Craignant une nouvelle vague d'arrivées comme en 2015, l'UE s'est finalement orienté vers une [collaboration avec les pays voisins](#) (Pakistan, Iran, Asie centrale), insistant sur l'importance de contrôler « l'immigration irrégulière ». Côté africain, le [Soudan](#) et [l'Ouganda](#) se sont dit prêts à accueillir temporairement des ressortissants afghans fuyant leur pays, avec l'appui financier des Etats-Unis.

## Accueil - intégration

- **Travail agricole en Italie** : Une application mobile a été lancée dans la ville de Foggia, dans le sud-est de l'Italie, pour [permettre aux travailleurs agricoles des zones rurales voisines de réserver une place dans un bus](#) leur permettant de regagner gratuitement leur lieu de travail, sans avoir à faire appel à des intermédiaires. Elle prétend également de lutter contre l'exploitation de la main-d'œuvre.
- **Travailleurs migrants** : La [Confédération européenne des syndicats](#), ainsi que [l'EFFAT](#) (Fédération européenne des syndicats de l'alimentation, de l'agriculture et du tourisme) se sont positionnées officiellement, chacune de leur côté, sur la question de la mobilité et la migration de la main-d'œuvre, appelant à des mesures visant à garantir que tous les travailleurs - y compris ceux.celles en situation irrégulière- puissent faire valoir leurs droits en matière de travail, à des conditions de vie décentes, ainsi qu'à une extension des voies de migration régulière de la main-d'œuvre.

## EJNA<sup>1</sup>

- **Accueil enfants migrants dans l'UE**: selon Eurostat, en 2019, [276.200 premiers permis de séjour pour des raisons de regroupement familial](#) ont été délivrés à des enfants non accompagnés issus de pays non membres de l'UE et âgés de moins de 15 ans. Parmi eux, 60 % avaient moins de cinq ans. La plupart de ces enfants était originaire du Maroc (12% du total), suivi de la Syrie (7%) et de l'Inde (6%).
- **Espagne/ retour EJNA** : Mi-août, le ministre de l'intérieur espagnol a [ordonné le retour au Maroc](#) des enfants ayant pénétré dans l'enclave de Ceuta en mai dernier, et ce, sans procédure<sup>2</sup>. Le [défenseur des droits](#), [plusieurs ONG \(dont la Caritas espagnole\)](#), la [conférence épiscopale espagnole](#), ont alors dénoncé cette décision soulignant que ces expulsions se faisaient en dehors du cadre légal. L'intervention de la [justice](#) a permis de paralyser ces expulsions.



UNICEF a publié un rapport (en espagnol) sur la situation des enfants en mobilité sur la route des Canaries.

<sup>1</sup> Enfants et Jeunes Non Accompagnés.

<sup>2</sup> Sans établir de dossiers individuels permettant d'établir l'intérêt supérieur de l'enfant, et sans donner audience à ces enfants et adolescents.

# Contexte socio-politique – faits marquants

---

## Situation politique

### Afrique du Nord

- **Maroc / Algérie** : le 24 août, l'Algérie a annoncé la rupture officielle de ses relations diplomatiques avec le Maroc (à l'exception des relations consulaires). [Traditionnellement difficiles](#), les relations entre les deux pays ont connu une récente dégradation, en raison notamment, du dossier du Sahara occidental, des relations entre le Maroc et Israël, ainsi que la question du peuple kabyle en Algérie. [L'Organisation de la coopération islamique, la Ligue arabe, l'Arabie saoudite et la Libye](#) invitent Alger et Rabat « à la retenue » pour « éviter une nouvelle escalade ».
- **Tunisie** : Après s'être arrogé les pleins pouvoirs et supprimé le Parlement fin juillet, le Président K. Saïed a [renouvelé le régime d'exception](#) le 24 août, dans un climat politique toujours très incertain. La société civil s'inquiète de la situation des droits humains dans ce contexte ([communiqué de Euromed Rights ici](#)).

### Afrique subsaharienne

- **Ethiopie** : dans un contexte de conflit entre les forces nationales et les rebelles de la région du Tigré, la situation humanitaire se dégrade. Selon l'USAID, seuls [10% de l'aide humanitaire parvient à la population tigréenne](#), alors que 90 % de la population dépendrait de l'aide extérieure. [Amnesty Internationale](#) dénonce pour sa part des centaines de cas de viols, d'esclavage sexuel et de mutilations au Tigré par les troupes Erythréennes et Ethiopiennes.
- **Guinée** : Un cas de la maladie due au [virus de Marburg](#), très dangereuse et provoquant une fièvre hémorragique (même famille que le virus responsable du virus Ebola), a été enregistré en Guinée.
- **Côte d'Ivoire** : mi-août, la Côte d'Ivoire avait confirmé l'identification de [2 cas de Ebola](#), premiers cas depuis 1994. Des mesures de vaccination ont alors été prises pour les cas contact et personnel de santé. Cependant, quelques semaines après, de [nouveaux tests ont permis d'écarter le diagnostic initial](#).
- **Hivernage** : la saison des pluies a déjà commencé à provoquer des dégâts au [Niger](#) (64 morts et près de 70 000 sinistrés depuis juin). La saison des pluies au Niger est régulièrement meurtrière depuis plusieurs années, notamment dans les zones désertiques du Nord. Ces inondations « constituent des facteurs de [propagation du choléra](#).

## Sécurité

- **Sahel** : des attaques faisant des victimes [civiles](#) et [militaires](#) ont de nouveau endeuillé le Niger. [Human Rights Watch \(HRW\)](#) estime à plus de 420 le nombre de civils tués et le déplacement de dizaines de milliers de personnes depuis le début de l'année dans l'ouest du pays lors d'attaques menées par des djihadistes. Le [Burkina Faso](#), le [Mali](#) ainsi que le [Tchad](#) ont également été touchés par des attaques meurtrières.

## Covid-19

- **Maghreb** : face à une hausse inédite du nombre de contaminations et de décès depuis le début de l'été, les autorités algériennes peinent à équiper les structures de santé. [La société civile et la diaspora algérienne se mobilisent](#) en conséquence, via des collectes de fonds dans différents secteurs pour financer notamment l'achat de générateurs d'oxygène. Début août, seul.e.s 8 % des Algérien.es auraient reçu une première dose de vaccin. Au [Maroc](#) aussi, le nombre de cas a augmenté et de nouvelles mesures restrictives ont été prises (couvre-feu étendu, restriction de déplacements entre villes). Face à la flambée du nombre de cas dans les pays du Maghreb et la saturation des services de santé, le [Comité International de la Croix Rouge](#) appelle à un renforcement de la vaccination dans la région.

- **Afrique de l'Ouest** : le [nombre de décès dus à la COVID-19](#) a augmenté de 193 %, passant de 348 décès au cours des quatre semaines précédentes à 1018 décès au 15 août. Malgré un faible taux de létalité (1,4%), celui-ci augmente. À ce jour, l'Afrique de l'Ouest a reçu environ 29 millions de doses de vaccin, soit presque autant que dans la zone Afrique de l'Est et australe. Cependant, le rythme de déploiement du vaccin a été faible. À peine 38 % des doses ont été administrées, contre 76 % en Afrique de l'Est et australe et 95 % en Afrique du Nord.
- **Vaccination en Europe** : En [Italie](#), des associations appellent à un traitement égalitaire des personnes dans le cadre de la vaccination qui, jusqu'à ce jour, met de côté notamment des migrants et des réfugiés qui n'ont pas (encore) de permis de séjour, des personnes hébergées dans des structures gérées par l'État qui n'ont pas accès au service national de santé pour des raisons administratives et des victimes de la traite, ainsi que de nombreux Roms, Sinti et Caminanti vivant dans des campements de fortune ou des bâtiments occupés, ainsi de nombreux sans-abri italiens et étrangers. En [France](#), les demandes de vaccination de la part des personnes étrangères se multiplient, surtout depuis l'exigence du « pass sanitaire » dans de nombreux espaces publics. Des organisations pointent les difficultés rencontrées par ce public, notamment pour les enfants non accompagnés dont la minorité n'a pas été reconnue et auxquels est exigée une autorisation parentale pour la vaccination. Par ailleurs, dans les centres de rétention, une nouvelle loi confirme les [peines de prison en cas de refus de test PCR](#).



Rapport de l'OMS  
« [Réfugiés et migrants à l'époque de COVID-19 : cartographie des tendances des politiques et pratiques en matière de santé publique et de migration](#) »

---

Sources média : [El Pais](#), [l'Economiste](#), [El Diario](#), [Euronews](#), [Infomigrants](#), [Le Monde](#), [RFI](#), [Soudan Tribune](#), [Yabiladi \(Maroc\)](#).

Sources ONG, agences, organisations internationales, institutions: [Caritas Espanola](#), [Conferencia Episcopal Espanola](#), [Conseil de l'Europe](#), [Human Right Watch](#), [ETUC](#), [EFFAT](#), [Euromed Rights](#), [Fédération Internationale de la Croix Rouge](#), [Global Detention Project](#), [OMS](#), [UNICEF](#), [UNHCR](#).